

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/40718]

24 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la culture néerlandaise

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle que modifiée ;

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise et permettant aux directions d'établissement scolaire supérieurs de promotion sociale de bénéficier des mêmes barèmes que les directions d'établissements secondaire supérieurs de l'enseignement obligatoire ;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, tel que modifié ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2021 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 26 janvier 2022 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, Chapitre F, de l'arrêté royal fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise est modifié comme suit :

1° l'intitulé est remplacé par les termes suivants : « *Du personnel du Service général de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning* » ;

2° la fonction suivante est ajoutée après la fonction d'Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur : « Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire :

a) Porteur d'un master 475

b) Porteur d'un autre titre 465 » ;

3° la fonction d' « Administrateur pédagogique » est supprimée.

Art. 2. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les mots « du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection » sont remplacés par les mots « *du Service général de l'Inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du Service général de l'Inspection* ».

Art. 3. L'intitulé du Chapitre I de l'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « *Du personnel du Service général de l'Inspection* ».

Art. 4. A l'article 2, Chapitre I, du même arrêté, tout le point « A. Inspection de l'enseignement primaire subventionné » est supprimé.

Art. 5. Au point B du chapitre I de l'article 2 du même arrêté, il est procédé aux modifications suivantes :

1° les termes de l'intitulé « B. Inspection de l'enseignement de l'Etat : » sont supprimés ;

2° après la fonction d' « Inspecteur de morale de l'enseignement primaire », est insérée la fonction suivante :

« Inspecteur de philosophie et citoyenneté dans l'enseignement primaire :

a) porteur du master en sciences de l'éducation ou du master en psychopédagogie ou de la licence en sciences de l'éducation, ou de la licence en sciences et techniques de la formation continue, ou de la licence en sciences psychopédagogiques, ou de la licence en psychopédagogie, ou de la licence en politique de formation et psychopédagogie, ou de la licence en politiques et pratiques de formation 469

b) remplissant les conditions pour bénéficier, pour l'exercice de l'une des fonctions de recrutement donnant accès à la présente fonction, du barème 415

c) porteur d'un autre titre 190/1 » ;

3° les termes « Inspecteur linguistique 275 » sont supprimés ;

4° les intitulés des fonctions d' « Inspecteurs de cours spéciaux (éducation physique) dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », d' « Inspecteur de cours spéciaux (éducation plastique) dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », d' « Inspecteur de cours spéciaux (éducation musicale) dans l'enseignement secondaire du degré inférieur », d' « Inspecteur de cours spéciaux (sténodactylographie) dans l'enseignement secondaire du degré inférieur » ainsi que les points a), b) et c) de ces intitulés, leurs barèmes et régimes transitoires sont supprimés ;

5° les 3 fonctions et rubriques suivantes sont insérées après la fonction d'Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :

« Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire :

a) Porteur d'un master 475

b) Porteur d'un autre titre 465

Inspecteur de religion dans l'enseignement secondaire :

a) Porteur d'un titre de niveau master 475

b) Porteur d'un diplôme de niveau bachelier 465

Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire :

a) Porteur d'un titre de master 475

b) Porteur d'un titre de bachelier 465 » ;

6° dans l'intitulé « Inspecteur de morale dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire, porteur d'un diplôme universitaire », les termes « dans l'enseignement secondaire et » sont supprimés ;

7° dans l'intitulé « Inspecteur de religion dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur non universitaire », les termes « dans l'enseignement secondaire et » sont supprimés ;

8° la fonction d' « Inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur », son régime organique et transitoire ainsi que ses barèmes sont supprimés ;

9° la fonction d' « Inspecteur principal de l'enseignement technique, par mesure transitoire » ainsi que son barème sont supprimés ;

10° la fonction d' « Administrateur pédagogique » de l'enseignement de promotion sociale ainsi que son barème sont supprimés ;

11° tout le point C. « Inspection de l'enseignement par correspondance » est supprimé.

Art. 6. Les membres du personnel qui bénéficient du régime transitoire pour la fonction d'inspecteur de cours spéciaux dans l'enseignement secondaire de plein exercice du degré supérieur, bénéficieront, respectivement, selon que les fonctions ont été modifiées en fonction de cours généraux ou en fonction de cours techniques et de pratique professionnelle, du régime transitoire prévu, sous l'intitulé « Inspecteur de cours généraux dans l'enseignement secondaire du degré supérieur » ou de celui prévu sous l'intitulé « Inspecteur de cours techniques et de pratique professionnelle dans l'enseignement secondaire du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur non universitaire ».

Art. 7. Les membres du personnel définitifs et désignés à titre provisoire, au plus tard, au 1^{er} septembre 2019, et dont le barème serait moins favorable suite à l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent conserver leur barème. Si le nouveau barème est plus favorable, ils peuvent en bénéficier s'ils remplissent les conditions de titre.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2019.

Bruxelles, le 24 mars 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40718]

24 MAART 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling op 1 april 1972 van de schalen verbonden aan de ambten van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de personeelsleden van de inspectiedienst van het correspondentieonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en van de gradenschalen van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat en het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de leden van het onderwijzend personeel van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 betreffende het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, waarbij aan de directies van de hoge schoolinrichtingen voor sociale promotie dezelfde barema's worden toegekend als aan de directies van de schoolinrichtingen voor hoger secundair onderwijs van het leerplichtonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling op 1 april 1972 van de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de algemene sturingsdienst van de scholen en de psycho-medisch-sociale centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de personeelsleden van de inspectiedienst van het correspondentieonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en van de gradenschalen van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 3 november 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 22 december 2021;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol in het onderhandelingscomité van sector IX, het comité voor provinciale en lokale openbare diensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheidsoverheden en de vakbonden van de personeelsleden die onder deze besturen ressorteren, gesloten op 26 januari 2022;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs voor sociale promotie en de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, Hoofdstuk F, van het koninklijk besluit van 1 april 1972 tot vaststelling van de barema's voor het personeel van de cursussen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie voor Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur, wordt als volgt gewijzigd:

1° het opschrift wordt vervangen door de volgende woorden: *"Over het personeel van de Algemene Inspectiedienst van het Onderwijs voor Sociale Promotie en het Afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap via e-learning"*;

2° na het ambt van inspecteur van de technische en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de lagere graad wordt het volgende ambt toegevoegd: *"Inspecteur van de algemene cursussen in het secundair onderwijs"*:

- a) Houder van een Masterdiploma 475 ;
- b) Houder van een ander bekwaamheidsbewijs 465;

3° het ambt van "pedagogisch administrateur" wordt geschrapt.

Art. 2. In het opschrift van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 tot vaststelling op 1 april 1972 van de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de personeelsleden van de algemene sturingsdienst van de scholen en van de psycho-medisch-sociale centra, van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de personeelsleden van de inspectiedienst van het correspondentieonderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs en van de gradenschalen van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, worden de woorden *"van de Inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van het personeel van de Inspectiedienst"* vervangen door de woorden *"van de Algemene Inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van het personeel van de Algemene Inspectiedienst"*.

Art. 3. Het opschrift van Hoofdstuk I van artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst: *"Over het personeel van de Algemene Inspectiedienst"*.

Art. 4. In artikel 2, Hoofdstuk I, van hetzelfde besluit, wordt het hele punt "A. Inspectie van het gesubsidieerd lager onderwijs" wordt geschrapt.

Art. 5. In punt B van Hoofdstuk I van artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden van het opschrift "B. Rijksinspectie van het onderwijs:" worden geschrapt;

2° na het ambt van "Inspecteur Zedenleer in het lager onderwijs" wordt het volgende ambt ingevoegd:

"Inspecteur Filosofie en Burgerschap in het lager onderwijs:

a) houder van een masterdiploma in de onderwijswetenschappen of een masterdiploma in de psychopedagogie, of een licentiaatsdiploma in de onderwijswetenschappen, of een licentiaatsdiploma in de voortgezette opleidingswetenschappen en -technieken, of een licentiaatsdiploma in de psychopedagogische wetenschappen, of een licentiaatsdiploma in de psychopedagogie, of een licentiaatsdiploma inzake opleidingsbeleid en psychopedagogie, of een licentiaatsdiploma inzake opleidingsbeleid en -praktijk 469

b) die voor de uitoefening van een van de aanwervingsambten die tot dat ambt toegang geven, in aanmerking komen voor het barema 415

c) houder van een ander bekwaamheidsbewijs 190/1";

3° de woorden "Taalinspecteur 275" worden geschrapt;

4° de ambtsopschriften "inspecteur bijzondere cursussen (lichamelijke opvoeding) secundair onderwijs van de lagere graad", "inspecteur bijzondere cursussen (plastische opvoeding) secundair onderwijs van de lagere graad", "inspecteur bijzondere cursussen (muziekonderwijs) secundair onderwijs van de lagere graad", "inspecteur bijzondere cursussen (stenotypie) het secundair onderwijs van de lagere graad", alsook de punten a), b) en c) van deze ambtsopschriften, hun barema's en overgangsstelsels, worden geschrapt;

5° de volgende drie ambten en rubrieken worden ingevoegd na het ambt van inspecteur van de technische opleidingen en de beroepspraktijkvorming in het lager secundair onderwijs:

"Inspecteur Technische opleidingen en de beroepspraktijk in het secundair onderwijs:

a) Houder van een Masterdiploma 475

b) Houder van een ander bekwaamheidsbewijs 465

Inspecteur godsdienst in het secundair onderwijs:

a) Houder van een diploma op masterniveau 475

b) Houder van een bachelorsdiploma 465

Inspecteur Zedenleer in het secundair onderwijs:

a) Houder van een Masterdiploma 475

b) Houder van een bachelorsdiploma 465 ;

6° in het opschrift "Inspecteur Zedenleer in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs, houder van een universitair diploma" worden de woorden "in het secundair onderwijs en" geschrapt;

7° in het opschrift "Inspecteur Godsdienst in het secundair onderwijs en in het niet-universitair hoger onderwijs" worden de woorden "in het secundair onderwijs en" geschrapt;

8° het ambt van "Inspecteur Bijzondere cursussen in het secundair onderwijs van de hogere graad", de organieke en overgangsregeling ervan, alsook de barema's worden geschrapt;

9° het ambt van "Eerststaanwend inspecteur van het technisch onderwijs, bij wijze van overgangsmaatregel" en het barema ervan worden geschrapt;

10° het ambt van "Pedagogisch administrateur" van het onderwijs voor sociale promotie en het barema ervan worden afgeschaft;

11° Punt C. "Inspectie van het correspondentieonderwijs" wordt geheel geschrapt.

Art. 6. De personeelsleden die de overgangsregeling genieten voor het ambt van inspecteur van bijzondere cursussen in het secundair onderwijs met volledig leerplan van de hogere graad, genieten, respectief, naargelang de ambten gewijzigd zijn in functie van algemene cursussen of in functie van technische cursussen en de beroepspraktijk, de overgangsregeling voorzien in het opschrift "Inspecteur van algemene cursussen in het secundair onderwijs van de hogere graad" of die voorzien in het opschrift "Inspecteur van technische cursussen en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs".

Art. 7. Vaste en voorlopig personeelsleden, uiterlijk op 1 september 2019 benoemd, van wie het barema na de inwerkingtreding van dit besluit minder gunstig zou zijn, kunnen hun barema behouden. Als het nieuwe barema gunstiger is, kunnen zij het genieten als zij voldoen aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijs.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2019.

Brussel, 24 maart 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire
Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/41702]

20 JUILLET 2022. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de la section intitulée « Premier(e) chef(fe) de rang » (code 452300S20D1) classée au niveau de l'enseignement de promotion sociale secondaire du troisième degré

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;